

communiqué

Plan de relance : 1.000 projets pour peu d'effet

En annonçant les 1000 projets censés décliner son plan de relance, le Gouvernement ne répond malheureusement pas aux attentes des français, des entreprises et des collectivités locales.

Aucune surprise, en effet, pour ces mesures qui confirment ce que de nombreuses voix ont exprimé ces derniers jours : ce plan de relance n'est qu'un exercice de recyclage de crédits prévus ou engagés. Le Premier ministre veut faire du neuf avec du vieux mais cette esbroufe ne trompe personne.

Sur les 26 milliards promis, 4 seulement sont des crédits nouveaux. Quel décalage alors que la semaine dernière, l'Allemagne a porté son effort à 50 milliards d'euros sur deux ans. Au Royaume-Uni, Gordon Brown a augmenté de 50 % l'enveloppe initiale, qui atteindra 30 milliards de livres sterling. Les plans de relance européens combinent généralement 2 types de mesures : des dépenses d'investissement (logement, transport, infrastructures) et des stimulations de la consommation et du pouvoir d'achat (baisse de la TVA au Royaume-Uni, baisse d'impôts aux États-Unis et de cotisations sociales en Allemagne, hausse de certains minima sociaux en Allemagne...). Cette combinaison obéit à une logique économique que le gouvernement Fillon semble le seul à contester avec ce plan déséquilibré qui cible l'investissement en négligeant le pouvoir d'achat des français.

En ce qui concerne la Franche-Comté, si on peut se féliciter pleinement de l'engagement confirmé du contournement de Luxeuil-les-Bains qui était gelé depuis près de deux ans, le constat est cruel. La Franche-Comté se trouve être la région la moins soutenue notamment pour les infrastructures de transports. On voit bien là que l'effet Joyandet n'a aucune retombée positive sur notre Région. Comme quoi avant partir en campagne et prétendre diriger la Région, le secrétaire d'État du gouvernement Fillon devrait penser à la soutenir et la défendre à Paris. Les francs-comtois ne peuvent se satisfaire des effets d'annonce et des déplacements du Président de la République à Vesoul.

Moins de communication, plus de concret, voilà ce qu'ils attendent. Rien dans le plan de relance pour accélérer les aménagements de la RN 19 (Lure-Vesoul) alors que la DUP (déclaration d'utilité publique) est adoptée, rien pour la déviation de Saulx alors que le Département de Haute-Saône a confirmé sa participation financière, aucune mesure pour la restructuration du tissu industriel automobile, rien pour les salariés condamnés au chômage partiel, aucune mesure d'envergure pour les sous-traitants...

En fait, ce qui est nouveau depuis hier, c'est la volonté de l'État de garantir et d'assumer ses engagements financiers alors qu'il avait tendance à les oublier ces derniers temps. Les collectivités locales francs-comtoises attendaient avec impatience que l'État honore ses participations notamment sur le contrat de plan 2000-2006 ou le PDMI. Il le fera maintenant ? L'avenir le dira.

Enfin pour ces mêmes collectivités qui ont été complètement écartées des choix et décisions du plan de relance ainsi adopté, le gouvernement propose des avances de remboursement de TVA alors qu'en parallèle il baisse leurs dotations. Bref, ce plan de relance, rattrapage de politiques publiques préalablement abandonnées, n'est vraiment pas à la hauteur des enjeux que la crise économique et sociale nous impose.

Le 3 février 2009.